

L'expérience de Lignièrès en Berry

Des monnaies fictives, créations éphémères et gratuites ont déjà sauvé des économies malades, avec pour seule posologie leur circulation à tout prix, pour rétablir et vivifier les échanges vitaux. Dans les années 1950, le village français de Lignièrès en Berry en a fait l'extraordinaire expérience.

Les pouvoirs de l'argent démythifié ne seraient-ils obscurs que pour les financiers et les économistes ? L'expérience vécue que nous allons vous relater tendrait à le confirmer : quelques précurseurs ont exploité les mécanismes monétaires pour leur profit et celui de leur collectivité.

C'est dans le numéro de mai 1958 de la revue «Science et Vie» que l'on peut retrouver le plus facilement le récit de cette expérience. L'auteur, Etienne Dugue a titré : «*La monnaie accélérée*». Quelques sous-titres en extraient la sensationnelle substance «*50 000 francs (anciens) font vivre tout un village*», «*Deux "fauchés" tiennent tête à la Banque de France*», «*La révolution économique la plus audacieuse tentée en France depuis John Law*». Voilà qui incite à aller plus loin...

Petit bourg du Cher, non loin de Saint Amand-Montrond, Lignièrès en Berry comptait 3500 habitants au siècle dernier. En 1956, il n'en reste plus que 1775. Sans eau potable ni égouts, le village n'est plus la cité jadis prospère.

L'ouvrier n'y trouve plus de travail. L'artisan dépérit, les valeurs mobilières s'effondrent, le jeune paysan abandonne sa terre, le commerçant attend un client qui ne vient pas, l'exode des jeunes s'amplifie.

Georges Lardeau, directeur de cinéma et Pierre Tournadre, maire du village, cherchent des remèdes à la situation. Ils décident de faire distribuer des bons de ristourne les jours de foires et de marchés, et ce afin d'encourager les fermiers des environs à effectuer leurs achats en ville. Las ! Les bons restent stockés au fond des tiroirs, tout comme les billets de banque.

Ces bons révélèrent le mal dont souffrait Lignièrès : une mauvaise circulation de l'argent.

"Le sauveur"

Un ancien joaillier, nommé Soriano, ayant lu Gesell et tenté une expérience dans la région niçoise dans les années 30, entendit parler de

l'expérience de Lignièrès et vint conseiller ses promoteurs. Cet homme avait percé le mystère de la prétendue «valeur» de l'argent et découvert que l'étalon-or était un mythe. Soriano constate que, lorsque la quantité d'argent en circulation ne correspond pas à l'accroissement de la production de la richesse réelle, il y a déséquilibre pouvant mener au désastre économique. Ce qui est bêtement évident : si tout le monde économisait tout son argent, tout le commerce et toute l'industrie seraient immédiatement paralysés.

Le joaillier constate aussi qu'il n'y a pas d'activité sans profit, mais il ne distingue pas le profit réel (les matières, les services, le bien-être) du profit symbolique : l'argent. Lacune qui empêcha peut-être ses théories de franchir les feux de la rampe. Mais il sait qu'il n'y a pas de profit (symbolique) sans échange et que des échanges fructueux impliquent une circulation constante de l'argent. Plus l'argent circule, plus la prospérité est grande, en déduit-il.

Conséquence des constatations précédentes, il faut donc pénaliser l'immobilisation de l'argent ! C'est donc le contraire du principe de l'épargne.

L'idée de Soriano n'était pas originale: la SNCF, après la guerre, avait exploité ce système ! Elle taxait toute marchandise qui n'était pas immédiatement déchargée. Le résultat fut foudroyant : avec moitié moins de wagons qu'avant guerre, le tonnage transporté par km fut triplé. Constatation qui permit à Soriano de faire l'analogie suivante: *«L'argent n'est rien en soi ; il sert uniquement de véhicule à la richesse (réelle). Le billet qu'on thésaurise, qu'on met dans un bas de laine, est comme un wagon abandonné sur une voie de garage avec toute sa marchandise ! »*

Notre trio se mit donc à émettre une «monnaie» révolutionnaire appelée : *«bons d'achats»*. Au dos de chaque bon, il y avait 12 cases. Chaque mois, son possesseur devait y coller un timbre de 1 % de sa valeur pour qu'il reste utilisable. C'était la taxe sur l'inertie. On avait donc intérêt à se débarrasser au plus tôt du «bon» soit en le dépensant, soit en l'échangeant contre sa valeur en argent officiel, opération qui exigeait le paiement d'une taxe de 2%. Cet échange se faisait au siège de la «Commune libre de Lignières en Berry», forme d'association permettant d'organiser légalement la diffusion des «bons» qui étaient, par ailleurs, garantis par une somme déposée en banque.

Marie-Thérèse garde le chat de Diego



Le premier *bon* fut passé à la quête du dimanche ! En moins de deux heures, il revint trois fois, pour échange, à la «Mairie de la Commune Libre». Les gens n'avaient pas confiance dans ce bout de papier. Puis, peu à peu, les petits billets, lâchés au compte-goutte, furent pris d'une véritable fièvre circulatoire. Ce fut le succès ! Fermiers et grossistes ont adhéré au système et accepté les Bons en paiement de leurs fournitures, cochons, oeufs, volailles, lait, etc. et remployaient les bons pour régler leurs achats en ville. Les transactions se sont accélérées. Ainsi, on cite le cas d'un *bon* de 300 F revenant chez le même commerçant trois fois en moins de deux heures !

Pour les commerçants, les affaires reprenaient enfin. Et ils ne se plaignaient pas d'avoir à payer 1 % sur les bons restant en caisse à la fin du mois : leurs 30 % de bénéfices compensaient largement cette dépense. Quant aux salariés, ils pouvaient échanger leur salaire contre des bons avec une prime de 5 %. Cette trouvaille fut populaire : elle augmentait brusquement le pouvoir d'achat de 5 % ! Et cette prime était facilement financée par la taxe mensuelle de 1 %.

Les ennuis

Sur demande de la Banque de France, la police judiciaire vint enquêter : l'Etat seul, a le droit de frapper monnaie. Mais les bons étaient irréprochables et le dépôt de couverture bien solide (il était devenu inutile en pratique; ce n'était qu'une concession à la loi). En examinant les billets, que virent les inspecteurs ? Au recto: la devise *«A coeur vaillant rien d'impossible»* et, en filigrane : *«Si tous les gars du monde voulaient se donner la main»* avec la signature des responsables de la commune libre.

Au verso, se trouvait l'emplacement pour les timbres et deux slogans : *«L'argent est trop difficile à gagner, il ne faut pas le gaspiller»* et *«Utilisez les bons d'achats, épargnez la monnaie d'Etat»*.

Cette dernière formule permit à Pierre Tournadre de faire remarquer que l'opération était conforme aux recommandations du ministère des Finances qui, à cette époque, cherchait à développer l'épargne.

En moyenne, il circulait 50 000 F de bons à Lignières (500 Francs nouveaux) par jour. Une somme ridicule mais suffisante pour les besoins du canton. La circulation était strictement contrôlée. Les responsables pouvaient augmenter ou baisser le montant de la taxe, augmenter ou diminuer le nombre de billets en circulation de façon à «coller» aux besoins de la collectivité et à la conjoncture économique, comme le diraient les spécialistes.

Qu'est-ce que l'argent ? En écoutant leur intérêt personnel, les Lignériens ont su mieux répondre que les économistes : *«C'est le moteur qui fait tourner l'économie»*.

«Notre monnaie disaient Lardeau et Tournadre *a la propriété de faire conjuguer intérêt individuel et collectif»*.

Cette expérience s'est passée en 1956. Aujourd'hui, il ne circule plus de «bons d'achat» à Lignières Pourquoi l'expérience s'est-elle arrêtée ? G. Lardeau donne la réponse éloquent: *«parce que cela marchait trop bien et que le gouvernement français avait peur que l'expérience ne fasse des émules»*.

On peut se demander aussi pour-quoi ce système monétaire avantageux, pratique, facilement réalisable, n'a-t-il pas eu d'imitateur ? Pourquoi les économistes ne se sont-ils pas rués à Lignières ? S'il y a des raisons à leur indifférence, à l'incompréhension, à la passivité de tous ceux qui eurent connaissance de cette affaire (nullement discrète), il faut probablement suspecter d'autres causes que les facteurs économiques et financiers. Pourquoi pas du côté de *«Ces animaux qui nous ressemblent»* ?

Robert SCHREINER

Extrait du magazine Bioscope n°4,
janvier 1979.